## Sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Cémac

## 1,7 milliard de francs en appui à l'application globale de la libre circulation

Jonas OSSOMBEY

N'Diamena/Tchad

La conférence des présidents du sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), qui s'est tenue avant-hier à N'Diamena au Tchad, a décidé de la mise à contribution de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) afin de prélever cette somme pour le paiement du reliquat dû à Interpol. Cela, au titre de la sécurisation des frontières de la sous-région. C'est l'une des décisions phares de cette rencontre initiée par le président en exercice de la Cémac. le Tchadien. Idriss Deby Itno. Le Premier ministre gabonais, Emmanuel Issoze Ngondet y représenté le Gabon.

LE sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Cémac s'est tenu mardi écoulé à N'Djamena, au Tchad. Le Gabon y était représenté par le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet. A cette occasion, les différents responsables de cette organisation communautaire ont été nommés. C'est ainsi que notre compatriote, Daniel Ona Ondo a été officiellement nommé à la tête de la Commission de la Cémac, où il succède au Congolais Pierre Moussa. A cette occasion, les dirigeants de la sous-région ont salué l'application globale de la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace Cémac. Ce qui, en les écoutant, ouvre la voie vers la matérialisation d'une véritable politique d'intégration sous-régionale. Ils ont annoncé au passage le prélèvement par la BDEAC d'une somme de 1,7 mil-



Présent lors des travaux, notre compatriote Daniel Ona Ondo prend ses fonctions à la tête de la Commission de la Cémac demain.



La photo de famille au terme de la cérémonie d'ouverture du sommet extraordinaire.

liard de francs pour accompagner la mesure, dans le cadre de la sécurisation des frontières communes.

Le financement de la Cémac, les questions sécuritaires, l'élaboration d'une meilleure stratégie de la sous-région dans les échanges internationaux, ont été parmi les autres sujets abordés.

A l'ouverture, en présence de ses homologues du Cameroun, Paul Biya, de la Guinée Equatoriale, Theodoro Obiang Nguema Mbasogo, de la République centrafricaine, Faustin Touadera, le président en exercice de la Cémac, Idriss Deby Itno a rappelé le contexte d'un sommet intervenant huit mois après celui de Djibloho, en Guinée Equatoriale. Il a souligné l'ampleur des défis autour de l'idéal communautaire. Pour lui, il s'agit de mettre en avant des actes forts qui renforcent cette conviction et marquer les esprits.

Au sujet de la libre circulation, il a considéré que les notions de barrière et de frontière, contraires aux réalités économiques du moment, ont cessé d'exister depuis longtemps, avec l'avènement de la mondialisation. Suite à la décision



Une vue des délégués.

de tous les Etats de la sousrégion d'appliquer cette libre circulation des personnes et des biens en leur sein, il les a appelés à faire œuvre de pédagogie et surtout à favoriser l'établissement des passeports Cémac. Non sans militer pour la définition d'une meilleure stratégie de la sous-région dans les échanges à l'échelle internationale. D'autant plus que la Commission devrait, a-t-il dit, impulser toutes ces réformes.

MESURES • «Nous devons aider la RCA à un retour à la paix et à la stabilité totale», a-t-il interpellé. Tout en considérant que la récente visite du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), Antonio Guterres, dans ce pays en crise est «un réveil de la solidarité de la communauté internationale».

Même son de cloche dans le compte-rendu du communiqué final, lu par le président sortant de la Commission de la Cémac, Pierre Moussa. Entre autres mesures prises, la mise à disposition par la BDEAC d'une somme de 1,7 milliard de F CFA pour le paiement du reliquat dû à Interpol au titre de la sécurisation des frontières de la Cémac. Ce qui devra soutenir, selon la conférence des présidents, l'exécution par tous les pays de la loi sur la libre circulation.

Sur la question du financement de l'organisation communautaire, devant le

niveau des arriérés accumulés par les Etats membres, en rapport avec la Taxe communautaire d'intégration (TCI), il a été décidé de l'annulation de la masse d'arriérés des Etats à hauteur de 90%. Tout en les invitant à s'acquitter du différentiel de ces arriérés avant la fin de cette année. En outre, ce sommet extraordinaire a permis aux pays de la sous-région de déclarer leur solidarité à la République du Tchad, dont les ressortissants ont été récemment frappés d'interdiction de visas d'entrée aux Etats-Unis d'Amérique par l'administration Donald Trump. Les dirigeants ont appelé au dialogue en vue de la levée de cette mesure des autorités de Washington.

A noter que, aujourd'hui, les nouveaux responsables de la Commission de la Cémac, dont son président, l'ancien Premier ministre gabonais Daniel Ona Ondo, seront installés au cours d'une cérémonie solennelle de la Cour de Justice de l'organisation sous-régionale.

Sénat/Projet de révision constitutionnelle/Conférence de presse du groupe parlementaire Front uni

## L'opposition radicale dit niet

C. O.

Libreville/Gabon

LES membres du groupe parlementaire Front uni, représentant l'opposition dite "radicale" au Sénat, ont animé une conférence de presse, hier, à la Chambre du commerce de Libreville. Principal point abordé par le président dudit groupe, Jean Eyeghe Ndong, et les siens : le projet de révision constitutionnelle qui fait actuellement couler

beaucoup d'encre et de D'une manière générale, ils ont exprimé leur farouche opposition à cette initiative qui, selon eux, entraîne le Gabon vers une "monarchie" en lieu et place de la République. S'interrogeant d'ailleurs pourquoi, si tel n'était pas le cas, le gouvernement, vis-à-vis duquel ils n'ont pas été tendres, ne soumettrait-il pas ce projet à la sanction du peuple par un "référendum"? Nous y reviendrons.

